La faculté des lettres de Bordeaux et la mise en place d'un nouvel enseignement supérieur à Bordeaux des années 1880 à l'entre-deux-guerres

Elsa Clavel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/essais/9947>

DOI : 10.4000/essais.9947

ISSN : 2276-0970

Éditeur

École doctorale Montaigne Humanités

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2014

Pagination : 111-131

ISBN : 978-2-9544269-2-1

ISSN : 2417-4211

Référence électronique

Elsa Clavel, « La faculté des lettres de Bordeaux et la mise en place d'un nouvel enseignement supérieur à Bordeaux des années 1880 à l'entre-deux-guerres », *Essais* [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 17 janvier 2022, consulté le 20 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/essais/9947> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/essais.9947>

La faculté des lettres de Bordeaux et la mise en place d'un nouvel enseignement supérieur à Bordeaux des années 1880 à l'entre-deux-guerres

Elsa Clavel

L'enseignement supérieur en France acquiert une nouvelle ampleur à la fin du XIX^e siècle sous l'impulsion des dispositions d'une Troisième République naissante et conquérante dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement. Si l'Université de Bordeaux, avec quatorze autres, est fondée par la loi du 10 juillet 1896, chacune des facultés qui la compose possède déjà une identité propre et affirmée¹. Parmi les quatre facultés de l'Université bordelaise celle des lettres peut s'honorer d'être, aux XIX^e et XX^e siècles, le plus vieil établissement à porter, à Bordeaux, le nom de « faculté ». Le décret du 17 mars 1808² créa en effet, à travers le pays, vingt-sept facultés des lettres et des sciences près de chaque lycée du chef lieu d'une académie. À Bordeaux, seule la faculté des lettres fonctionne alors. Supprimée en 1816, elle est rétablie avec celle de sciences par les ordonnances de 1838³. Les facultés provinciales ne sont alors que de « simples machines à examens »⁴. Même si une volonté réformatrice apparaît dès le Second Empire, au cours des années 1860, les facultés n'entament de profonds changements qu'avec la Troisième République, en acquérant, par exemple, la personnalité civile en 1885⁵. En 1886, les facultés de lettres et des sciences de Bordeaux s'installent dans le « Palais des Facultés » (actuel musée d'Aquitaine) qui doit témoigner de l'émergence d'un nouvel enseignement supérieur issu du

-
- 1 Une université est alors définie comme « le regroupement de l'ensemble des facultés d'un même ressort académique ». Jean-François Condette, *La faculté des lettres de Lille de 1887 à 1945 une faculté dans l'histoire*, Ville d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1999, p. 11.
 - 2 Ce décret fonde cinq ordres de facultés (théologie, droit, médecine, sciences mathématiques et physique, lettres) administrées par l'État, mais qui n'ont pas de relations entre elles.
 - 3 François Cadilhon, Bernard Lachaise, Jean-Michel Lebigre, *Histoire d'une université bordelaise : Michel de Montaigne, faculté des arts, faculté des lettres (1441-1999)*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1999, p. 56.
 - 4 Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, t. 3, Paris, Perrin, 2004, p. 466.
 - 5 Un conseil général des facultés est institué la même année. À Bordeaux, en 1870, naît la faculté de droit suivie, entre 1874 et 1878, des facultés mixtes de médecine et de pharmacie.

projet républicain, bien que celui-ci ne puisse faire fi de plusieurs héritages⁶. Les bas reliefs de l'imposante façade néo-classique, et particulièrement celui dédié aux lettres, font par exemple référence aux fondements gréco-romains de l'humanisme des XV^e et XVI^e siècles à travers les personnages représentés.

À la fin des années 1870, la Troisième République n'omet pas d'inclure dans ses réformes de l'éducation, nécessaires à l'enracinement du nouveau régime, l'enseignement supérieur. Ce dernier « joue un rôle majeur dans le possible renouvellement des cadres de la nation »⁷. Il s'agit de doter la Troisième République d'une élite et de répondre aux besoins de la fonction publique et des professions « intellectuelles » particulièrement celles de l'enseignement, mais aussi de participer au développement économique de la fin du XIX^e siècle. L'enseignement supérieur doit également contribuer à l'émergence d'un sentiment national. L'historien Jean-François Condette montre comment Louis Liard, directeur de l'enseignement supérieur à partir de 1884⁸, insiste sur cet objectif en s'inspirant et s'opposant tout à la fois aux universités allemandes :

L'Allemagne vaincue a trouvé dans ses universités des alliés considérables, grands acteurs de la revanche. La France, humiliée en 1870 doit faire de même et transformer ses facultés en foyers dynamiques de diffusion des valeurs républicaines et nationales [...] Toutes les facultés doivent participer à cet effort idéologique mais celles des lettres sont certainement les mieux placées pour enseigner les valeurs nouvelles de la république⁹.

Néanmoins Françoise Mayeur note que « dès les débuts du XX^e siècle, en revanche, la fascination exercée par le modèle universitaire allemand s'atténue, à mesure que les universitaires découvrent que de fortes organisations sont impuissantes devant la fragmentation des connaissances, l'émiettement des nouvelles spécialisations »¹⁰.

La succession des réformes et la multiplicité des objectifs expliquent donc les transformations fondamentales de l'enseignement supérieur signalées par George Weisz dans un ouvrage important sur l'histoire des universités¹¹ :

Au total, voilà décrite une mutation fondamentale de notre système d'enseignement supérieur, réelle en dépit de l'observation de Durkheim au début de ce siècle, dans les cours de sciences de l'éducation qu'il professait à la Sorbonne : bien des traits

6 Ce type de construction existe aussi à Lille, Lyon et à Paris avec la nouvelle Sorbonne.

7 Jean-François Condette, « Facultés, universitaires et étudiants, une élite culturelle et ses caractéristiques majeures », HDR, *Éducation et engagements. Les acteurs éducatifs entre l'espace local et la nation dans la France des XIX^e-XX^e siècles*, Université Paris IV-Sorbonne, 2007.

8 Avant d'être nommé par Jules Ferry à ce poste, Louis Liard (1846-1917) a enseigné à la faculté des lettres de Bordeaux. Il faut aussi adjoint au maire de cette ville comme délégué à l'Instruction publique.

9 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, op. cit., p. 34-35.

10 Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement...*, op. cit., p. 634.

11 George Weisz, *The emergence of Modern University in France 1863-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

et des dénominations restaient hérités du Moyen Âge. Aussi bien, cette mutation s'inscrit-elle dans une longue durée. Elle n'abolit pas le réseau parallèle des grandes écoles qui s'est constitué depuis la fin du XVIII^e siècle et demeure encore. Tout au plus modifie-t-elle l'équilibre entre les deux systèmes concurrents, au bénéfice d'une influence grandissante des universités nouvelles. Mais avec un bonheur inégal selon les secteurs, lieux et les disciplines¹².

Seules les études à l'échelle locale permettent d'observer la véracité de cette affirmation mais aussi de vérifier l'application des réformes républicaines. Ce type de recherche ne s'est développée qu'à la fin du XX^e siècle comme le constate Emmanuelle Picard en 2009 : « Depuis une quinzaine d'années, c'est une approche plus territorialisée qui domine, avec la prise en compte des logiques régionales, locales, voire micro-locales »¹³. Jean-François Condette considère cette échelle d'analyse comme primordiale :

S'il est vrai que nous connaissons bien l'évolution générale du monde universitaire français par la multiplication des ouvrages de référence¹⁴, si les institutions parisiennes et les écoles de prestige¹⁵ ont été également étudiées, il n'en demeure pas moins que les études de cas restent encore très rares pour les facultés provinciales¹⁶ qui furent pourtant au cœur du renouveau universitaire entrepris par les dirigeants de la Troisième République après 1880.¹⁷

Comme la faculté des lettres de Lille, celle de Bordeaux entre à la fin du XIX^e siècle dans une phase d'expansion. Comment s'inscrit-elle, en tant que faculté provinciale, dans cette période de transition nationale initiée par les Républicains, menant à l'émergence de l'enseignement supérieur ? Quelle y est la place des humanités héritées des périodes précédentes ? La faculté des lettres de Bordeaux incarne-t-elle des innovations ? Les tentatives de réponses s'appuieront surtout sur des sources locales¹⁸. Plusieurs remarques sur ces dernières s'im-

12 Françoise Mayeur, « Une réforme réussie de l'enseignement supérieur en France », *Histoire de l'éducation*, n° 22, mai 1984, p. 16, à propos de l'ouvrage de George Weisz, *The emergence...*, *op. cit.*

13 Emmanuelle Picard, « L'histoire de l'enseignement supérieur français. Pour une approche globale », *Histoire de l'éducation* [en ligne], 122/2009, <http://histoire-education.revues.org/1938> ; DOI : 10.4000/histoire-education.1938.

14 Note de Jean-François Condette : Jacques Verger, *Histoire des universités françaises*, Toulouse, Privat, 1986.

15 Note de Jean-François Condette : Christophe Charle, *Les professeurs de la Faculté des Lettres de Paris, 1809-1939*, Paris, CNRS-INRP, 2 vol., 1985-1986 ; Jean-François Sirinelli, *École Normale Supérieure : le livre du bicentenaire*, Paris, PUF, 1994 ; André Tuilier, *Histoire de l'Université de Paris et de la Sorbonne*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1995.

16 Note de Jean-François Condette : John E. Craig, *Scholarship and Nation Building. The University of Strasbourg and Alsatian Society, 1870-1939*, Chicago/Londres, The University of Chicago Press, 1984 ; John M. Burney, *Toulouse et son université. Facultés et étudiants dans la France provinciale du XIX^e siècle*, Toulouse/Paris, Presses Universitaires du Mirail/CNRS, 1988 ; Marc Malherbe, *La faculté de droit de Bordeaux, 1870-1970*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1996.

17 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, *op. cit.*, p. 11.

18 Archives municipales de Bordeaux. Archives départementales de la Gironde. Archives du

posent d'emblée : elles sont éparpillées, le plus souvent institutionnelles et ne portent pas toujours sur la longue durée. Elles permettent, néanmoins, pour la faculté des lettres de Bordeaux, d'observer la mise en place en trois phases d'un véritable lieu de formation et de recherche, celle des créations et des innovations de 1880 à la Première Guerre mondiale, celle de la gestion des acquis dans les années vingt et enfin, celle de la crise dans les années trente.

Pour étudier le développement de l'enseignement supérieur à Bordeaux à travers la faculté des lettres, nous traiterons d'abord de la mise en place d'un *cursus* universitaire complet, puis de la multiplication des enseignements dispensés et, enfin, nous observerons un certain nombre de résultats de cette mise en place.

La mise en place d'un véritable *cursus* universitaire répondant aux enjeux de la formation et de la recherche au début de la Troisième République

Les réformes des débuts de la Troisième République induisent une rupture car elles transforment, en partie, les missions attribuées aux facultés des lettres et, par conséquent, à celle de Bordeaux. Jusqu'à la fin des années 1870, la Faculté des Lettres de Bordeaux est le lieu de la certification des bacheliers et de la tenue de « conférences mondaines ». Elle s'occupe donc de l'organisation du baccalauréat et l'enseignement dispensé y est magistral. Celui-ci s'adresse à plusieurs auditoires, à savoir quelques rares candidats se présentant à la licence – ils ne suivent qu'exceptionnellement les cours car ils sont, le plus souvent, répétiteurs ou maîtres de collège – auquel s'ajoute un public varié. La licence ne constitue donc qu'un baccalauréat supérieur : « Les programmes du secondaire et ceux de la licence sont longtemps assez proches [...]. On y retrouve la même dénomination des Humanités Classiques, grecques et latines avec la même absence de spécialisation et d'ouverture sur les enseignements modernes »¹⁹. À l'écoute de cet enseignement magistral, donné par un corps professoral restreint, la vie de la faculté des lettres de Bordeaux s'anime parfois lors des « conférences mondaines ».

Les décisions prises par la Troisième République à la fin des années 1870 et au cours de la décennie suivante attribuent aux facultés, et donc à celle de Bordeaux, deux buts bien établis : préparer aux grades de l'enseignement supérieur et développer les connaissances par l'enseignement et la recherche ce qui modifie profondément la vie de la faculté des lettres de Bordeaux. Du

Rectorat de Bordeaux. Archives de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3. On y trouve, entre autres, les comptes-rendus manuscrits des conseils de l'Université, les rapports publiés des doyens, des annuaires de l'Université, des articles de la presse régionale, des rapports des forces de l'ordre, des dossiers des étudiants de la faculté des lettres pour le début du XX^e siècle. La série F 17 des Archives nationales contient aussi des données importantes.

19 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, *op. cit.*, p. 151.

simple rôle de certification des bacheliers – rôle qui perdure néanmoins et reste une mission très importante –, les facultés de lettres doivent désormais préparer véritablement aux différents grades de l'enseignement supérieur : licences, diplômes d'études supérieures, agrégations. Ce mouvement s'accompagne de la spécialisation des disciplines et, par là-même, de l'accroissement des domaines de connaissances dont doit bénéficier le pays.

Le *cursus* est ainsi établi à partir de la fin du XIX^e siècle : la licence s'obtient après une préparation d'un an ; une fois acquise, l'étudiant peut s'engager dans l'enseignement ; l'obtention du diplôme d'études supérieures demande une année supplémentaire d'études ; ce dernier est nécessaire pour préparer l'agrégation. Les diplômes proposés de la fin du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale s'élèvent progressivement à cinq : la licence ès-lettres qui connaît une spécialisation progressive, le diplôme d'études supérieures, le doctorat d'État ou de l'Université, le diplôme d'études universitaires – créé à Bordeaux en 1908 – le certificat d'études françaises pour les étrangers, fondé à Bordeaux en 1914.

La licence ès-lettres est un diplôme national. Son obtention symbolise tout à la fois l'élévation du niveau de qualification et l'accession possible à l'enseignement comme profession ce qui constitue une des priorités du régime républicain. Elle connaît des modifications de la mise en place de la Troisième République jusqu'en 1920. En effet, elle se spécialise avec des « ordres » plus nombreux mais aussi des épreuves plus exigeantes et plus précises²⁰. On y observe, entre autres, l'héritage de l'humanisme avec plus particulièrement, la spécialisation des langues et le maintien dans les épreuves de la référence à l'antiquité latine. Jusqu'en 1907, « les étudiants doivent donc travailler leur spécialité propre mais aussi un programme important de lettres et littératures grecques, latines et françaises. Les licenciés restent très imprégnés d'humanités classiques, de thèmes et versions latines »²¹. Le décret du 20 septembre 1920 modifie durablement la licence et supprime la version latine obligatoire²².

Le diplôme d'études supérieures est institué en 1886. Dans un premier temps, il n'existe qu'en histoire et constitue un titre dispensé sans examen sur attestation du professeur. Il doit sanctionner l'aptitude « à faire du nouveau » et traduit ainsi l'aspiration à développer la recherche. En 1894, il devient obligatoire pour les candidats à l'agrégation d'histoire. En 1902, sont créés les diplômes d'études supérieures de philosophie, de langues classiques, de langues et littératures étrangères ; deux ans plus tard, ils sont indispensables pour présenter l'agrégation. Durant l'année universitaire 1927-1928, à la faculté des lettres de Bordeaux, un étudiant suit un diplôme d'études supérieures d'arabe.

20 Voir annexe 1.

21 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, *op. cit.*, p. 172.

22 L'organisation de la licence connaîtra peu de modifications jusqu'en 1966.

Le Doctorat d'État comprend deux thèses dont l'une devait être composée en latin jusqu'en 1903. Les étudiants soutiennent le plus souvent à Paris. Toute soutenance « bordelaise » devient donc un événement hautement célébré, par exemple, par Georges Radet, doyen de la faculté des lettres de 1900 à 1918 : « La vie intérieure de la faculté a été marquée par un événement dont la mention s'impose. Il s'agit de la soutenance de thèse qui eu lieu le 27 juin 1912 dans notre grand amphithéâtre »²³. Ainsi « Le doctorat "seul grand grade pouvant assumer le rôle de sélection des chercheurs", comme l'observe Karady, achève sa transformation en épreuve scientifique et permet aux universités de sortir du modèle imposée par Napoléon qui unifiait enseignement secondaire et enseignement supérieur et subordonnait celui-ci à celui-là »²⁴. En 1897, le conseil de l'Université de Bordeaux prend la décision de créer le doctorat de l'Université de Bordeaux, mention lettres. En 1937, pour la première fois à la faculté des lettres de Bordeaux, une femme soutient ce type de doctorat en obtenant la mention « très honorable ». Le diplôme d'études universitaires créé en 1909 pour les instituteurs rencontre un faible écho. Enfin, à la veille de la Première Guerre mondiale est institué le certificat d'études françaises destiné aux étudiants d'origine étrangère qui connaît un succès important.

La faculté des lettres de Bordeaux prépare, de plus, à de nombreux concours : agrégations, certificats d'aptitude en langues (anglais, espagnol, allemand) pour l'enseignement secondaire, professorat des écoles normales primaires, certificat d'aptitude à l'inspection des écoles primaires, certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles, etc. Les agrégations sont spécialisées par disciplines entre 1821 et 1864 et leur statut, complété en 1885, instaure des compositions de quatre à sept heures à l'écrit et de grandes leçons à l'oral. Ainsi Georges Cirot, professeur de grammaire et d'études hispaniques, estime que « les résultats de l'agrégation sont le thermomètre de nos études » tandis que Georges Radet souligne que « presque tous les professeurs ont doublé le nombre de leurs cours et conférences en fin d'année scolaire pour assurer la préparation de l'agrégation »²⁵. Françoise Mayeur relève qu'au cours des années trente, Lucien Febvre dénonce cette omniprésence de l'agrégation dans les activités universitaires :

*Cette déviation est plus prononcée dans les facultés des lettres que dans celles des sciences. Lucien Febvre y voit un paradoxe énorme dans cette préparation par les professeurs de l'enseignement supérieur d'un concours de l'enseignement secondaire sur les modalités duquel ils ne sont jamais consultés. Il s'agit en fait d'exercices « purement scolaires », dissertations, thèmes, versions, leçons. Le travail de recherche auquel a pu s'adonner le professeur dans sa thèse ou ensuite n'a pas ou peu de part.*²⁶

23 Rapport de G. Radet, 1911-1912, *Compte-rendu des travaux de la faculté des lettres de Bordeaux*, Archives Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

24 Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, p. 634.

25 Rapport de G. Radet, 1918-1919, *Compte-rendu des travaux de la faculté des lettres de Bordeaux*, *op. cit.*

26 Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, p. 632-633.

L'organisation de l'année universitaire, rythmée par ces préparations diverses, se met en place réellement à partir de 1889 et ce, pour près d'un siècle. Elle débute en novembre et s'achève en juin-juillet. Deux périodes de vacances d'une semaine, dont le conseil de l'université confirme les dates chaque année, sont prévues au moment du jour de l'an et de Pâques. Enfin, deux sessions sont proposées pour présenter les examens : la première en juin-juillet et la seconde en septembre²⁷. Chaque semaine s'organise généralement autour de deux types de cours comme l'atteste l'exemple de l'année universitaire 1904-1905²⁸. À partir des années 1880 s'institue, en effet, la différence entre les cours dits « publics », successeurs des « conférences mondaines », et les cours dits « fermés » adressés à de véritables étudiants. Cette dissociation s'explique par les objectifs nouveaux donnés à l'enseignement supérieur bien mis en lumière par Victor Karady :

Pour satisfaire la demande de formation, [...] on introduit les cours fermés préparant aux examens et concours dans les facultés qui, auparavant, ne connaissaient que l'enseignement magistral destiné à tous les auditoires. On confie ces cours fermés à un nouveau corps de titulaires de l'enseignement supérieur, aux maîtres de conférences. En même temps, de nouveaux enseignements spécialisés sont assumés par des chargés de cours²⁹.

Pour ceux qui se préparent aux carrières de l'enseignement s'ajoute aux cours spécialisés, un stage pédagogique divisé en stage théorique et stage pratique. Les formations du stage pédagogique sont assurées, dans un premier temps, par Émile Durkheim alors chargé de cours à la faculté des lettres de Bordeaux³⁰.

Les cours publics, bien que de plus en plus minoritaires par rapport aux cours fermés compte tenu des réformes de la fin du siècle, font partie intégrante de l'enseignement de la faculté de Bordeaux, même s'ils ne préparent pas directement aux différents grades. Ils sont annoncés par voie de presse et présentés avec précision au public et aux étudiants comme le souligne Georges Cirot, en 1924 : « Notre faculté a toujours donné aux cours publics la place qui leur convient dans une ville aussi éprise de culture que Bordeaux » puis, à nouveau, en 1925 : « En dehors de la préparation aux grades et concours, les facultés des lettres ont à remplir une tâche primordiale, la culture du public. Nous ne l'oublions pas »³¹. Ce type de cours est assuré par des professeurs de

27 Rappelons que la faculté doit aussi organiser le baccalauréat.

28 Voir annexe 2.

29 Victor Karady, « Lettres et sciences. Effets de structure dans la sélection et la carrière des professeurs de faculté, 1810-1914 », in Christophe Charle et Régine Ferré (éd.), *Le personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Actes du colloque organisé par l'IHMC et l'EHESS, 25-26 juin 1984, Paris, éd. CNRS, 1985, p. 29-45.

30 Émile Durkheim enseigne à la faculté des lettres de Bordeaux de 1887 à 1902 d'abord en qualité de chargé de cours puis en tant que professeur titulaire de la chaire de science sociale. Matthieu Béra, *Émile Durkheim à Bordeaux (1887-1902)*, Bordeaux, Éditions Confluences, 2014.

31 Rapport de G. Cirot 1923-1924 et 1924-1925, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, op. cit.

la faculté des lettres de Bordeaux. Ainsi, Camille Jullian est à l'initiative de cours publics intitulés « Promenade archéologique et histoire de Bordeaux ». Se succèdent différents quartiers comme ceux de Saint Michel et Sainte Croix (1895-1896), les allées et quartier de Tourny (1896-1897). Émile Durkheim anime, quant à lui des cours publics sur le suicide (1889-1890) ou encore sur l'histoire du socialisme (1895-1896).

Mis en place au début du XX^e siècle, des cours libres publics et gratuits sont proposés par des intervenants, exceptionnellement rémunérés, qui n'appartiennent pas à l'enseignement supérieur. Ils ont pour objectif principal de faire découvrir le monde par les langues (espagnol, anglais, mais aussi arabe, turc, persan, polonais, hébreu) et par des questions historiques et politiques comme, par exemple, « l'histoire et civilisation de l'Amérique Latine » ou « les problèmes de l'extrême orient et l'expansion japonaise ».

Enfin existent également des cours communs ou auxiliaires : les étudiants de lettres peuvent ainsi suivre certaines séquences proposées par les facultés de droit, de médecine, voire des sciences. Pour la licence avec mention lettres, histoire ou philosophie, le candidat, pour l'écrit comme pour l'oral, a donc la possibilité de choisir des matières à option proposées par d'autres facultés. Par exemple pour l'année universitaire 1909-1910, l'un des choix possibles est le cours de psychiatrie du professeur et neuropsychiatre Emmanuel Régis.

Cursus universitaire et organisation de l'année universitaire montrent l'émergence, à la fin du XIX^e siècle, au sein de la faculté des lettres de Bordeaux, d'un nouvel enseignement supérieur qui, par certains thèmes de cours ou par ses problématiques, reste l'héritier de l'humanisme des siècles antérieurs.

La mise en place d'un enseignement plus complet : « l'ouverture disciplinaire³² » de l'enseignement supérieur

Au XX^e siècle, la Troisième République souhaite développer l'enseignement supérieur en fonction de plusieurs axes, comme le souligne Françoise Mayeur :

Dans l'ensemble des facultés, la diversification du corps magistral a été provoquée par l'institution des maîtres de conférences. La réforme pédagogique est première : l'arrêté du 5 novembre 1877 sur les conférences dans les facultés se propose de « fortifier par les répétitions et exercices pratiques les leçons des professeurs titulaires [...] et compléter par l'adjonction de nouveaux enseignements, le cadre des études de la faculté » ; le but est donc double : il s'agit de favoriser une forme d'enseignement, il faut aussi mettre l'enseignement universitaire à jour en multipliant les objets proposés à la connaissance³³.

32 Jacques Verger, *op. cit.*, p. 432.

33 Françoise Mayeur, « L'évolution des corps universitaires 1877-1968 », dans *Le personnel de l'enseignement supérieur...*, *op. cit.*, p. 11-28.

La faculté des lettres de Bordeaux, sur la lancée des réformes républicaines, a ainsi cherché à diversifier, innover et spécialiser ses enseignements à partir de la fin du XIX^e siècle. Ce phénomène, que Jean-François Condette décrit comme un « étoffement progressif des cours³⁴ », est flagrant dans le cas bordelais³⁵.

L'ouverture disciplinaire de la faculté des lettres de Bordeaux se traduit dans un premier temps par la multiplication de différentes disciplines surtout dans les domaines de l'histoire et des langues. L'histoire est la discipline qui connut à l'époque le plus grand nombre de changements, son enseignement étant essentiel pour enraciner le régime républicain. À l'unique chaire d'histoire en 1809, qualifiée par la faculté des lettres de « non spécialisée », succède une chaire d'histoire du Moyen Âge (1893) et une chaire d'histoire ancienne (1895) auxquelles s'ajoute une chaire d'histoire moderne réclamée plusieurs années car considérée comme indispensable dans toute faculté importante. Elle est obtenue en 1922 tout comme la chaire de sciences auxiliaires de l'histoire. Existe aussi une chaire d'archéologie et d'histoire de l'art qui s'est substituée, en 1892, par un simple changement d'appellation très significatif, à celle des antiquités grecques et latines.

Le domaine des langues anciennes et vivantes s'est, de la même manière, étoffé. Georges Radet, professeur d'histoire et doyen de la faculté des lettres, expose, de manière récurrente, les objectifs auxquels doit répondre cette spécialisation : « Il semblait qu'il fallait suivre les indications pressantes de l'opinion, aider résolument à la pénétration naturelle des civilisations européennes modernes et, par la suite, développer le rôle des professeurs de langues vivantes qui tiennent le pays au courant des lettres, idées, mœurs et de l'état social des peuples voisins »³⁶. Il précise quelques années plus tard :

L'enseignement de l'allemand a subi un déclin pendant la guerre. On éprouvait pour la langue de l'ennemi une antipathie bien compréhensible [...] On commence à revenir à l'allemand non par goût mais par raisonnement. [...] Pour connaître l'Allemagne, pour la voir vivre, il faut connaître l'allemand. S'interdire l'étude de l'allemand, ce serait d'ailleurs se fermer une partie de la Suisse, de l'Autriche, du Luxembourg, se refuser à pénétrer dans la langue des pays flamands et scandinaves. L'enseignement de l'allemand ne peut et ne doit pas fléchir en France³⁷.

Ces nouveautés et les évolutions qu'elles manifestent révèlent que, si l'héritage de l'humanisme s'observe une nouvelle fois dans la multiplication des sous-disciplines de l'histoire et des langues à partir de la fin du siècle, les « Humanités Classiques » apparaissent désormais moins dominantes³⁸.

34 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, op. cit., p. 143.

35 Voir annexe 3.

36 Rapport de G. Radet, 1909-1910, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, op. cit.

37 Rapport de G. Radet, 1918-1919, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, op. cit.

38 Voir annexe 3.

La diversification des enseignements passe également par une spécialisation qui est à la fois régionale et, d'autre part, en adéquation avec l'histoire coloniale de Bordeaux. La faculté des lettres de Bordeaux développe en effet des enseignements spécifiques aux échelles locales et régionales ; mission ainsi définie par M. Denis, professeur d'histoire, au nom de la commission de l'Instruction publique au conseil municipal en 1893 :

*Nos facultés diverses doivent, tout en conservant certains enseignements communs et sans rien abdiquer du grand rôle qui leur incombe dans la formation et le maintien de l'esprit national, se plier aux besoins des diverses régions, se mêler de plus près à la vie de leurs auditeurs ordinaires, se préoccuper des questions qui les intéressent. À cette condition seulement elles obtiendront, à côté du respect qui ne leur a jamais manqué, l'influence qu'elles ont le devoir de rechercher*³⁹.

Cette préoccupation d'ouverture sur l'environnement régional demeure présente dans les années vingt : « L'intérêt manifesté par le public bordelais pour les cours publics ne faiblit point, et ceci s'applique aussi bien aux cours de culture générale qu'à ceux qui traitent plus spécialement de questions régionales, cours auxquels l'université tend spécialement parce qu'ils sont l'expression vivante de son amour de la cité et de la province »⁴⁰. Durant la décennie 1890 sont ainsi fondées, avec le concours de la ville de Bordeaux, la chaire d'histoire de Bordeaux et du Sud-Ouest de la France et celle de langues et littératures du Sud-Ouest de la France. Les leçons consacrées à l'histoire de Bordeaux et du Sud-Ouest sont composées d'un cours public centré sur l'histoire de Bordeaux et d'une conférence publique s'intéressant au caractère topographique et architectural de la ville. Le caractère public de cet enseignement, assuré dans un premier temps par Camille Jullian, constitue un cas particulier puisqu'il se déroule dans le cadre d'une chaire. De plus, à la différence des autres cours publics, il peut servir comme matière à option pour les différentes licences ainsi que de thèmes pour les diplômes d'études supérieures. Dans le domaine des langues et littératures du Sud-Ouest, différentes sources attestent que depuis 1906, le professeur présente trois cours dont deux, puis un, sont publics⁴¹. Les cours fermés sont consacrés à l'étude syntaxique des textes en ancien français et préparent à la licence et à l'agrégation. Les cours publics sont consacrés aux différents dialectes⁴².

39 *Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Bordeaux*, 14 mars 1893, Archives municipales de Bordeaux.

40 Rapport du conseil de l'Université, 1923-1924, Archives départementales de la Gironde (ci-après ADG).

41 Ces informations sont présentées dans les annuaires de l'Université de Bordeaux.

42 Une chaire de langues et littératures picarde et wallonne, une autre d'histoire de Lille et des Provinces du Nord de la France sont créées à la même époque à la faculté des lettres de Lille. Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, op. cit., p. 146.

Dans le cadre de la spécialisation de ses enseignements, la faculté des lettres de Bordeaux développe également des cours liés à la reprise de la colonisation au XIX^e siècle. L'esprit colonial explique, en effet, la création d'une chaire de géographie coloniale en 1893 par l'Université de Bordeaux avec l'appui de la Chambre de commerce. À partir de 1901, la collaboration avec l'Institut colonial est à l'origine du développement de l'enseignement de l'arabe. En 1908, à l'initiative de Georges Cirot, un cours libre d'arabe, proposé par un jeune professeur Michel Feghali, est créé. Pour un cours libre, il remporte un succès certain ce qui décide l'Institut colonial à le soutenir et à le subventionner jusqu'en 1913. Joseph Dresch, professeur d'allemand et doyen entre 1918 et 1922, souligne combien cet enseignement apparaît de plus en plus indispensable :

Un autre enseignement qui était autrefois donné dans nos salles de conférences sous les auspices de l'Institut colonial, mais que nous nous félicitons, cette année, de voir intimement rattaché à notre faculté est celui de l'arabe. Le protectorat de la République française tient à s'unir à l'Institut colonial pour aider au développement de cet enseignement. Le général Lyautey s'intéresse particulièrement à cette fondation. Il a pensé, à juste titre, que Bordeaux, notre grand port le plus proche du Maroc doit par son université initier le public à la langue et à la culture arabes. C'est le moyen le plus sûr d'unir étroitement la France à sa belle colonie⁴³.

Une maîtrise de conférence est fondée en 1924 et à partir de cette date, trois certificats de licence – une licence complète dès 1925 – sont consacrés à l'arabe. Les liens avec les protectorats ou colonies expliquent également l'organisation par l'Université de Bordeaux du baccalauréat au Maroc à partir de 1915, puis en 1926 au Sénégal.

Dans cette faculté des lettres, l'ouverture disciplinaire s'observe encore à travers l'enseignement de nouvelles disciplines comme la géographie ou la « science sociale ». Ils traduisent la nécessité d'innover pour répondre au développement de la recherche et aux besoins de formation, mais aussi de se distinguer parmi les facultés de province. Si la création d'une chaire de géographie en 1876 s'insère dans un mouvement national, tout différent est le cas de l'enseignement, à partir de 1887, de la « science sociale » ; ce cours, dans un premier temps, complémentaire, est transformé en chaire dès 1896. Il s'agissait d'une réelle innovation, puisque cette discipline est alors unique dans l'enseignement supérieur français. Cette chaire fut longtemps disputée, au sein de l'Université de Bordeaux, entre la faculté de droit et celle de lettres. C'est, finalement, cette dernière qui se la voit attribuer en 1896. La célébrité acquise par le titulaire de la chaire Émile Durkheim explique son départ en 1902 vers la Sorbonne.

43 Rapport de J. Dresch, 1918-1919, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

Cette diversification, cette spécialisation et ces innovations s'observent ailleurs, à Paris, Lyon, Toulouse⁴⁴ mais également à Lille :

Ainsi de 1887 à 1914, l'enseignement proposé aux étudiants s'enrichit fortement au sein de la faculté des lettres de Lille [...] Les grandes périodes historiques sont individualisées ; des cours de méthodologie sont apparus et la géographie s'est constituée en discipline à part entière. Les langues vivantes se sont renforcées et diversifiées. La faculté apparaît comme pionnière dans la création de cours de russe, d'histoire de l'art. La science de l'éducation s'est imposée. [...] complétant le tableau de Victor Karady, nous pouvons dire que la faculté des lettres de Lille, dans les années 1887-1914, participe elle aussi au mouvement général de diversification des filières et des contenus de l'enseignement supérieur⁴⁵.

Le développement d'une gamme plus large d'enseignements, particulièrement de la fin du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale, est un autre aspect qui traduit la richesse de l'enseignement supérieur mise en place au sein de la faculté des lettres de Bordeaux.

Quelques résultats de la mise en place d'un enseignement supérieur à la faculté des lettres de Bordeaux

De la création d'un nouvel enseignement supérieur à Bordeaux découlent l'accroissement du nombre des étudiants⁴⁶ mais également l'élévation du niveau de qualification de ces derniers. Les effectifs de l'Université de Bordeaux et ceux, en particulier, de la faculté des lettres ne cessent de s'accroître de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale. Avec précaution quant aux données chiffrées⁴⁷, on peut observer que, de 28 étudiants inscrits à la faculté des lettres (soit environ 10 % des effectifs de l'Université bordelaise) durant l'année universitaire 1877-1878, on passe à près de 956 pour 1938-1939 (soit un peu plus de 20 % du total). Cette explosion du nombre d'étudiants en lettres est nationale : l'ensemble des facultés des lettres comptaient 3 358 étudiants en 1898 – 12,5 % des effectifs nationaux –, et 16 928 en 1930 (soit 23,1 % des effectifs nationaux)⁴⁸. Elle correspond à la « requalification du professorat secondaire entreprise par les républicains »⁴⁹. Ainsi, au sein des établissements secondaires, des enseignants simples bacheliers sont remplacés par des licenciés, les licenciés par les agrégés. Cette augmentation des étudiants en lettres est la plus forte pour l'Université de Bordeaux si elle

44 Victor Karady, « Recherches sur la morphologie du corps universitaire littéraire sous la Troisième République », *Le Mouvement Social*, n° 96, 1976, p. 48.

45 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, *op. cit.*, p. 150.

46 Voir Pierre Moulinier, *Naissance de l'étudiant moderne, XIX^e siècle*, Paris, Belin, 2002 ; Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000.

47 Un étudiant pouvait prendre plusieurs inscriptions la même année.

48 Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, p. 630.

49 Victor Karady, « Les universités sous la Troisième République » dans Jacques Verger, *op. cit.*, p. 355.

est comparée, par exemple, avec celle des effectifs des facultés de médecine et de pharmacie qui ne font que doubler sur la même période.

Au sein de cette faculté des lettres, les premières étudiantes sont repérables au cours de l'année 1906-1907 ; cette présence devient plus nette à partir de la Première Guerre mondiale. Progressivement, les femmes atteignent près de 40 % des effectifs dans les années trente. C'est en lettres, médecine et pharmacie qu'elles sont les plus nombreuses à Bordeaux où elles représentent 25 à 40 % des effectifs de ces deux facultés à partir des années vingt.

Un autre groupe d'étudiants s'accroît au début du XX^e siècle, celui des étrangers. Si la progression est forte pendant cette période pour l'ensemble de l'Université bordelaise, la faculté des lettres semble en retrait par rapport à celles de médecine, pharmacie et sciences, même si la présence de ce type d'étudiant est repérable dès le début du siècle et surtout dans les années vingt. Une rubrique leur est toujours consacrée dans les *rapports du conseil de l'Université* ainsi que dans les *Guides de l'étudiant*. L'étudiant étranger est essentiellement européen, bien que les nationalités aient tendance à se diversifier, en provenance notamment du continent américain. Leur présence est considérée comme un signe de l'attractivité de cette Université par les professeurs qui, dans leur grande majorité, souhaiteraient qu'ils soient plus nombreux encore, et déplorent souvent la concurrence de Paris et des universités allemandes. Cette présence visible au niveau national

*correspond à un désir délibéré de rayonnement international et n'est pas nécessairement d'origine économique [...] La culture française en vint à être considérée par les hommes d'État français comme une arme dans le combat économique et diplomatique : arme du plus faible qui cherchait à compenser la difficulté à rivaliser avec l'Allemagne sur le terrain proprement économique*⁵⁰.

Un dispositif, non négligeable, est mis en place, à Bordeaux, pour les accueillir : des « cours spéciaux de français » sous forme de « cours de vacances » ou « cours de l'année » sont organisés ; il existe aussi un « comité de patronage pour les étudiants étrangers », un « office des étudiants étrangers » et des « consuls universitaires » c'est-à-dire des « professeurs de facultés [qui] ont pour mission de veiller particulièrement sur les étudiants étrangers »⁵¹. Ce sont essentiellement des professeurs de la faculté des lettres à qui est attribuée cette tâche. Aux années Trente correspond cependant, à cause du contexte politique et économique, une chute de la présence des étudiants étrangers⁵².

50 Françoise Mayeur, « Une réforme réussie de l'enseignement supérieur en France », *op. cit.*, p. 11.

51 *L'Université de Bordeaux, livret guide*, Imprimerie de l'Université, Bordeaux, 1913, ADG.

52 Elsa Clavel, « Éduquer, instruire et former des étudiants de plus en plus nombreux à l'Université de Bordeaux », *Eduquer, instruire et former à Bordeaux et en Bordelais de l'Ancien Régime à nos jours*, Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, Troisième série, n° 13-14, 2008, p. 145-146.

À l'instar de ce qui s'observe dans les autres facultés françaises, et pour reprendre une expression d'Antoine Prost, surgit à Bordeaux « une figure nouvelle : l'étudiant »⁵³. George Weisz souligne cette progression : « Ainsi les étudiants représentent 4,7 pour mille de la classe d'âge des 19-22 ans en 1876, 16,5 pour mille en 1914. Il s'agit donc d'une extension de la demande. Elle provient pour l'essentiel de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie : la fréquentation de l'université paraît un moyen d'élever ou de maintenir le statut social »⁵⁴. Une approche plus précise des origines sociales des étudiants de la faculté des lettres de Bordeaux sera possible après le traitement – en cours – des dossiers d'inscription de 1881 à 1967⁵⁵.

Les choix de disciplines et les résultats obtenus aux différentes évaluations peuvent aussi permettre de mesurer le développement de l'enseignement supérieur à Bordeaux au sein de la faculté des lettres. De la fin du XIX^e siècle à 1939, malgré les transformations de la licence ès-lettres, dominent les inscriptions en licence mention langues vivantes. Au sein de celles-ci, l'anglais arrive en tête durant toute la période, suivi de l'allemand avant la Première Guerre mondiale et de l'espagnol après ce conflit. Les inscriptions en licence d'italien et d'arabe sont rares. En distinguant entre elles les langues vivantes, ce sont alors les licences de langues classiques ou d'histoire-géographie qui occupent les premières places. Durant l'entre-deux-guerres, la progression de la philosophie dans le choix d'études est à noter, tout comme l'essor, à partir de 1932, du certificat d'études littéraires classiques lié à l'obligation pour les futurs licenciés d'histoire et géographie, mais aussi de philosophie, de passer un cinquième certificat. Ce dernier devient incontournable, car les licenciés pouvant enseigner en collège devaient parfois compléter leur service par des cours de français ou de latin⁵⁶. Les « Humanités Classiques » sont donc toujours bien présentes.

Le taux de réussite des étudiants aux différentes licences (ancien et nouveau régime) oscille entre 45 et 55 % de la fin du XIX^e siècle à 1939. Des années fastes (63 % en 1909-1910 et 1913-1914, 64 % en 1923-1924) alternent avec des années maigres comme en 1918 avec 29,5 %. Ce mauvais résultat est alors attribué par les autorités à la surreprésentation, liée à la Grande Guerre, des étudiantes. La nouvelle licence ès-lettres des années vingt qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nombreux certificats ne signifie par pour autant l'acquisition d'une licence complète : « Il est vrai que cette abondance numérique [des certificats] ne nous fait pas beaucoup plus de licenciés... s'il y a des déchets, je veux dire si des candidats s'arrêtent en route pour après avoir cueilli deux ou

53 Antoine Prost, *L'enseignement en France (1800-1967)*, Paris, Armand Colin, 1970, p. 230.

54 Françoise Mayeur, « Une réforme réussie de l'enseignement supérieur en France », *op. cit.*, p. 11.

55 Archives de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

56 Voir annexe 1.

trois certificats, ce sera toujours autant de gagné pour la culture »⁵⁷. La hiérarchie dans le choix des disciplines de licences se retrouve dans celui des diplômes d'études supérieures, anglais, lettres classiques, histoire-géographie dominant. Les résultats pour ce type de diplômes sont difficiles à connaître car ils ne sont pas toujours indiqués dans les annuaires de l'Université. De 1906 à 1940, et particulièrement durant l'entre-deux-guerres, quinze étudiants de la faculté des lettres de Bordeaux soutiennent leur doctorat d'État. Seuls neuf doctorats de l'Université de Bordeaux ont été acquis sur la même période. L'un d'entre eux, soutenu en 1924, retient l'attention car il a été rédigé en anglais par un étudiant birman. Les résultats obtenus aux différentes agrégations sont toujours observés avec soin par la direction de la faculté des lettres. De 1906 à 1939, le nombre absolu de reçus varie peu : entre 14 et 18, avec quelques années dépassant la vingtaine au début des années vingt. La lecture des commentaires laisse, néanmoins, à penser que le poids de la faculté des lettres de Bordeaux s'affaiblit durant l'entre-deux-guerres, car ces succès ne satisfont plus les autorités. Ainsi, si en 1919, on peut ressentir de la part de Joseph Dresch une satisfaction certaine : « Le succès de la faculté des lettres aux différentes agrégations a attiré vers elle un grand nombre de boursiers issus des derniers concours dans toutes les sections »⁵⁸ ; en 1928, le ton du Doyen Georges Cirot n'est plus le même : « Si nous nous reportons à trente ans en arrière, nous constaterons la disparition progressive de ces candidats qui ont fait notre gloire et notre force, comme notre principale préoccupation. Peut-être faut-il nous adapter à des circonstances nouvelles et, sans renoncer au passé, entrer dans des voies plus larges ? »⁵⁹. De l'appréciation de ces résultats, la réflexion peut aisément se tourner vers le corps professoral puis sur les travaux d'étudiants de plus en plus nombreux et diplômés.

Le développement de l'enseignement supérieur à Bordeaux ne manque pas, dès la fin du XIX^e siècle, de susciter interrogations, inquiétudes et récriminations récurrentes. Le public étudiant est à l'origine à la fois de réflexions positives – car son augmentation numérique est synonyme de succès par rapport aux autres universités et ses résultats une mesure d'évaluation de la formation – mais aussi d'autres plus négatives. Les raisons de l'attribution de récompenses pour les étudiants de droit et de médecine sont, par exemple, évoquées dans les rapports du conseil de l'Université – plus laconiques sur les étudiants en lettres – et engendrent des appréciations sur le fond comme sur la forme. Si le début des remarques est souvent plutôt positif :

L'examen attentif des travaux accomplis par l'élite de nos étudiants permet [...] d'apprécier la valeur de cette élite [...] de mesurer l'influence exercée par les enseignements qu'elle reçoit [...] l'impression qui se dégage [...] est réconfortante [...]

57 Rapport de G. Cirot, 1922-1923, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, op. cit.

58 Rapport de J. Dresch, 1918-1919, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, op. cit.

59 Rapport de G. Cirot, 1927-1928, *Compte rendu des travaux de la faculté des lettres*, op. cit.

*qui dément tout au moins en qui concerne nos facultés, certains pronostics pessimistes sur l'avenir de l'intelligence française comme aussi certaines conclusions hâtives sur l'utilitarisme excessif, l'indifférence scientifique voire le laisser aller de la génération d'après-guerre*⁶⁰.

Rapidement, dans le discours, surgissent imperceptiblement les critiques : « [...] non seulement nos étudiants ne semblent plus se soucier de l'élégance, mais ils ne prennent même plus la peine d'écrire correctement [...] gaucherie dans l'art de l'exposition [...] dès qu'il faut s'évader des cadres tracés par leurs maîtres, ils se montrent gênés et souvent même impuissants [...] absences d'une culture classique »⁶¹. Les deux reproches principaux et récurrents concernent l'expression : « Beaucoup de thèses, même parmi les bonnes, sont mal écrites »⁶², et l'absence d'une « culture classique » qui permet à Paul Laumonier, professeur de littérature française, de se lancer dans des considérations plus générales :

*À d'honorables exceptions, elle [la culture] n'est pas brillante, faute de culture fondamentale et par le fait d'une spécialisation prématurée et outrancière ; elle le sera de moins en moins avec les programmes actuels de l'enseignement secondaire qui tarissent fatalement la section des humanistes classiques avec le système actuel du baccalauréat, les équivalences multipliées de ce diplôme, [...] le système actuel de nos licences ès-lettres par certificats échelonnés, abaissant le niveau des agrégations du secondaire et par suite du personnel de nos lycées, enfin le système regrettable des nominations du personnel des collèges et des petits lycées qui permet à n'importe qui d'enseigner n'importe quoi. Vraiment l'augmentation des effectifs cache mal une faiblesse foncière que seule ferait disparaître une réforme profonde et immédiate des régimes de 1920 et de 1926 [...]. Et je n'en veux pour preuve que ces lignes si justes de M. le Doyen Ferron « nos étudiants nous arrivent avec une culture secondaire très insuffisante ; ils ne savent ni composer, ni écrire, ont un dédain marqué pour l'orthographe et des connaissances historiques plus que vagues »*⁶³.

La figure de l'étudiant est, en effet, de mieux en mieux connue. Le développement des « cours fermés d'initiation aux méthodes scientifiques »⁶⁴ le rend plus proche du corps professoral ce qui explique des appréciations parfois plus nuancées : « Les jeunes ne sont pas inférieurs à leurs aînés, ils sont différents simplement »⁶⁵, mais celles-ci démontrent surtout que, s'il y a toujours des très bons éléments qui s'améliorent, la masse est jugée plutôt moyenne, voire médiocre, termes utilisés fréquemment à l'époque.

60 Rapport du conseil de l'Université, 1921-1922, intervention d'Henri Vivioz, professeur à la faculté de droit, à propos des prix attribués aux étudiants de la faculté de droit. ADG.

61 *Idem*.

62 *Ibid.* Intervention de Georges Dubreuil, professeur à la Faculté de Médecine, à propos des prix attribués aux étudiants de la faculté de médecine et de pharmacie.

63 P. Laumonier, Rapport du conseil de l'Université, 1929-1930, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

64 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, *op. cit.*, p. 178.

65 M. Labat, professeur à la faculté de médecine, Rapport du conseil de l'Université, 1935-1936, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

La qualité des professeurs de cette université est louée, même si, parfois, affluent quelques interrogations. Ainsi, comme remède à une amélioration des résultats sont proposées des relations plus étroites entre professeurs et étudiants « contact plus régulier, plus suivi entre les étudiants et leurs maîtres »⁶⁶. Peut-être s'agit-il d'un signe précurseur de l'inadéquation entre des structures héritées de la fin du XIX^e siècle et l'augmentation du nombre des étudiants ?

Les rapports du conseil de l'Université abondent également en remarques sur les débouchés à l'issue de la formation obtenue à l'Université. La crise des années trente amène les représentants des facultés à s'interroger sur l'orientation des étudiants et sur l'utilité des formations. Au début des années trente, l'analyse est globale : « Malheureusement jusqu'à la fin de la crise économique subsisteront pour nous deux sujets d'inquiétudes [...] l'impossibilité où se trouveront de trop nombreux licenciés et peut-être docteurs d'obtenir une situation »⁶⁷. Au fil des années, les remarques deviennent plus précises : encombrement des carrières libérales, manque de débouchés dans le commerce ou l'industrie, diminution des postes dans l'enseignement depuis 1931 : « Beaucoup de jeunes gens s'engagent dans les études supérieures sans s'informer des difficultés de carrières »⁶⁸. Le contexte économique de la dépression des années trente touche aussi l'enseignement supérieur.

L'étude partielle du cas de la faculté des lettres de Bordeaux, de la fin du XIX^e siècle à l'entre-deux-guerres, permet d'observer, à l'échelle locale, les mutations de l'enseignement supérieur et d'affirmer, comme Jean-François Condette, que : « Sans révolution tapageuse, mais par de petites avancées successives, les réformateurs républicains ont réussi à modifier le paysage de l'enseignement supérieur »⁶⁹.

Cette période charnière voit la confrontation entre l'humanisme et les humanités héritées de l'époque moderne et la démocratisation progressive de l'accès à l'instruction défendue par la Troisième République dans un contexte de changements structurels de la société industrielle. Même si, en France comme à la faculté des lettres de Bordeaux, l'accès à l'enseignement supérieur est encore limité à la veille de la Seconde Guerre mondiale, des changements significatifs se sont opérés au niveau de la formation avec la diversification des enseignements et des diplômes proposés. Ils se traduisent par un nombre de plus en plus important d'étudiants, mais également par l'élévation de leur qualification visible dans les résultats aux examens ou concours.

Le système mis en place par les Républicains à la fin du XIX^e siècle sera confronté, à partir des années cinquante, à une augmentation sans précédent des effectifs : « L'institution change d'échelle pour entrer dans l'ère de

66 Rapport du conseil de l'Université, 1921-1922, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

67 Rapport du conseil de l'Université, 1932-1933, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

68 Rapport du conseil de l'Université, 1933-1934, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

69 Jean-François Condette, *La faculté des lettres...*, op. cit., p. 178.

l'université de masse »⁷⁰ ce qui entraînera des remises en cause structurelles et pédagogiques, tardives à la fin des années soixante : « Le propre de cette croissance, ce qui la rend explosive, c'est de se réaliser à l'intérieur de structures inchangées »⁷¹.

Elsa Clavel

EA 2958 CEMMC

Université Bordeaux Montaigne

Elsa.Clavel@etu-bordeaux-montaigne.fr

Résumé

À partir des années 1880, l'enseignement supérieur en France connaît d'importantes mutations liées aux réformes de la Troisième République. La faculté des lettres de Bordeaux, au début du XX^e siècle, permet d'observer ces changements qui touchent aux cursus, aux disciplines enseignées. L'humanisme et les humanités, hérités de l'époque moderne, s'y trouvent confronté à la démocratisation progressive de l'accès à l'éducation mais aussi aux changements structurels de la société française.

Mots-clés

Enseignement supérieur, faculté des lettres, Bordeaux, Troisième République.

Abstract

From the 1880s onwards, higher education in France goes through important changes due to the reforms of the Third Republic. Through the example of the Bordeaux Faculty of Humanities, in the early 20th century, we can observe these changes in regards to the curriculum or the subjects that are taught, in which the legacy of humanism and humanities of the modern era is confronted both to the gradual access to education, but also to the changes within society itself.

Keywords

Higher education, Faculty of Humanities, Bordeaux, the Third Republic.

70 *Ibid.*, p. 14.

71 Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, t. 4, Paris, Perrin, 2004, p. 311.

Annexe 1 : La licence ès-lettres à la faculté des lettres de Bordeaux XIX^e siècle - 1940

Avant 1880	1880-1907	1907-1926	À partir de 1920
Une licence	Trois ordres puis quatre ordres de licence	Sept ordres de licence	Le système des certificats De quatre à huit ordres de licence
	Licence littéraire Licence philosophique Licence historique 1886 Licence avec mention " langues vivantes " (anglais, allemand ou espagnol)	Licence de lettres ou langues classiques Licence de philosophie Licence d' histoire et de géographie Licence d' anglais Licence d' allemand Licence d' espagnol Licence d' italien	Licence de langues classiques Licence de philosophie Licence d'histoire et de géographie Licence d'anglais + 1923/1924 Licence d'allemand + 1923/1924 Licence d'espagnol + 1925/1926 Licence d'arabe + 1930/1931 Licence libre
La licence ès lettres constituait un examen indifférencié	Des épreuves communes Ecrit : une dissertation française et une composition latine Oral : une explication d'un texte français classique, d'un texte latin classique et d'un texte grec classique Des épreuves spécialisées définissant trois ordres de licence puis quatre ordres de licence	Des épreuves spécialisées Sauf point commun : une épreuve de version latine	Chaque licence comprend quatre certificats Le quatrième certificat détermine la licence Un cinquième certificat « d'études littéraires classiques » est exigé pour la licence d'enseignement en langues vivantes, puis en 1932 pour l'histoire et la philosophie Les certificats proposés sont de plus en plus nombreux : Année universitaire 1922-1923 : 23 Année universitaire 1930-1931 : 33 Année universitaire 1939-1940 : 36
E. Clavel, sources diverses	Cohabitation des deux régimes de 1920 à 1926		

Annexe 2 : Extrait du récapitulatif de la semaine de cours durant l'année universitaire 1904-1905

<p>238</p> <p>ANNUAIRE DE L'UNIVERSITÉ</p> <p>Littérature française (c. publie). — M. LE BRETON, à cinq heures.</p> <p>Pédagogie (conf. ouverte). — M. RICHARD, à cinq heures et quart.</p> <p>Vendredi (matin).</p> <p>Langue allemande. — M. GEIGER, à huit heures.</p> <p>Histoire romaine. — M. JULLIAN, à huit heures et demie.</p> <p>Grammaire. — M. FOURNIER, à neuf heures.</p> <p>Histoire romaine. — M. JULLIAN, à neuf heures et demie.</p> <p>Littérature latine. — M. DE LA VILLE DE MIRIMONT, à dix heures.</p> <p>Littérature grecque. — M. COLIN, à dix heures et demie.</p> <p>(soir)</p> <p>Philosophie. — M. LAPIE, à deux heures.</p> <p>Etudes hispaniques. — M. CIROT, à deux heures.</p> <p>Langue allemande. — M. ROUGE, à deux heures.</p> <p>Langue allemande. — M. ROUGE, à trois heures.</p> <p>Littérature grecque. — M. MASQUERAY, à trois heures.</p> <p>Histoire moderne (c. publie). — M. MARION, à quatre heures et demie.</p> <p>Géographie. — M. CAMENA D'ALMEIDA, à cinq heures et demie.</p> <p>Littérature anglaise (c. publie). — M. DE TREVERRET, à cinq heures trois quarts.</p> <p>Samedi (matin)</p> <p>Géographie (conf. ouverte). — M. CAMENA D'ALMEIDA, à huit heures.</p> <p>Histoire moderne. — M. MARION, à neuf heures et demie.</p> <p>Littérature grecque. — M. COLIN, à neuf heures et demie.</p> <p>Littérature grecque. — M. MASQUERAY, à dix heures.</p> <p>Littérature grecque. — M. COLIN, à dix heures et demie.</p> <p>(soir)</p> <p>Littérature grecque. — M. MASQUERAY, à dix heures.</p> <p>Littérature latine. — M. WALTZ, à deux heures et demie.</p> <p>Géographie. — M. CAMENA D'ALMEIDA, à trois heures et demie.</p> <p>Histoire moderne. — M. MARION, à quatre heures et demie.</p> <p>Philosophie (conf. ouverte). — M. LAPIE, à cinq heures et demie.</p>	<p>238</p> <p>ANNUAIRE DE L'UNIVERSITÉ</p> <p>Littérature française (c. publie). — M. Le Breton, à cinq heures.</p> <p>Pédagogie (conf. ouverte). — M. Richard, à cinq heures et quart.</p> <p>Vendredi (matin).</p> <p>Langue allemande. — M. Geiger, à huit heures.</p> <p>Histoire romaine. — M. Jullian, à huit heures et demie.</p> <p>Grammaire. — M. Fournier, à neuf heures.</p> <p>Histoire romaine. — M. Jullian, à neuf heures et demie.</p> <p>Littérature latine. — M. de la Ville de Mirimont, à dix heures.</p> <p>Littérature grecque. — M. Colin, à dix heures et demie.</p> <p>(soir)</p> <p>Philosophie. — M. Lapie, à deux heures.</p> <p>Etudes hispaniques. — M. Cirot, à deux heures.</p> <p>Langue allemande. — M. Rouge, à deux heures.</p> <p>Littérature grecque. — M. Masqueray, à trois heures.</p> <p>Histoire moderne (c. publie). — M. Marion, à quatre heures et demie.</p> <p>Géographie. — M. Camena d'Almeida, à cinq heures et demie.</p> <p>Littérature anglaise (c. publie). — M. de Tréverret, à cinq heures trois quarts.</p> <p>Samedi (matin).</p> <p>Géographie (conf. ouverte). — M. Camena d'Almeida, à huit heures.</p> <p>Histoire moderne. — M. Marion, à neuf heures et demie.</p> <p>Littérature grecque. — M. Colin, à neuf heures et demie.</p> <p>Littérature grecque. — M. Masqueray, à dix heures.</p> <p>(soir)</p> <p>Littérature grecque. — M. Masqueray, à dix heures.</p> <p>Géographie. — M. Camena d'Almeida, à trois heures et demie.</p> <p>Histoire moderne. — M. Marion, à quatre heures et demie.</p> <p>Philosophie (conf. ouverte). — M. Lapie, à cinq heures et demie.</p>
---	--

Annexe 3 : L'évolution des enseignements du XIX^e siècle à 1940

Cinq branches d'études classiques au XIX ^e siècle	Diversification à partir de la fin du XIX ^e siècle	Spécialisation à partir de la fin du XIX ^e siècle	Innovations à la fin du XIX ^e siècle
Philosophie	+ Histoire de la philosophie		
			Science sociale puis chaire de sociologie (en 1896) : enseignement unique en France
Littérature française	Littérature française	+ langues et littérature du Sud-Ouest (1893)	
Littérature ancienne (anciennement littérature grecque et littérature latine 1808)	Langue et littérature grecques Langue et littérature latines Langue latine et grammaire comparée Littérature et civilisation helléniques		
Littérature étrangère	Langue et littérature germaniques Etudes hispaniques Langue et littérature anglaises Langue et littérature allemandes <i>Cours complémentaires Langue et littérature italiennes</i>	+ Arabe (1924)	
Histoire Non spécialisée	Archéologie et histoire de l'art Histoire du Moyen Âge Histoire ancienne Histoire moderne Sciences auxiliaires de l'histoire Cours complémentaires 1898-1903 Antiquités orientales 1893-1917 Paléographie	+ Histoire de Bordeaux et du Sud-Ouest de la France (1891)	
		+ chaire de géographie coloniale (1893) devient chaire de géographie économique et coloniale (en 1931)	Géographie (1876)

E. Clavel, sources diverses